

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 7 avril 2017

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir - BPE
pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION D'UNE ICPE :
INSTALLATION D'UNE UNITÉ DE GRENAILLAGE RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2575

SOCIÉTÉ SAPA PROFILES NORD OUEST (LUCÉ 2)

N°ICPE 100.00242

COMMUNE DE LUCÉ

La société SAPA PROFILES NORD OUEST, dont le siège social se situe 42 rue de la Beauce, exploite un site situé 8 rue Maurice Violette à Lucé, spécialisé dans le traitement de surface de profilés aluminium. Par un porter-à-connaissance déposé le 26 décembre 2016, cet exploitant présente ses éléments de déclaration d'une installation de grenaillage relevant de la rubrique ICPE n°2575 « Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées à la rubrique 2565 » au sein de son établissement de Lucé.

Le présent rapport examine la modification apportée par cette nouvelle installation en rapport avec l'article R.512-33 du code de l'environnement, devenu depuis le 1^{er} mars 2017 l'article R.181-46, relatif au caractère substantiel de cette modification.

1. Présentation de la modification et évaluation des impacts

La nouvelle unité de grenaillage est de type GAMMA 820 destinée au nettoyage, à la désoxydation, au décalaminage, au dévernissage et finition superficielle de profilés aluminium avant traitement de surface (anodisation). Cette unité réalise des opérations de grenaillage destinée à améliorer la qualité de traitement anti-corrosion et ainsi la durée de vie et la résistance à la fatigue des profilés. Elle est installée au sein des ateliers de SAPA à proximité de l'unité de traitement de surfaces.

La puissance installée de la machine et ses équipements (convoyeurs, turbines, vannes, etc) représente 80 kW, ce qui la classe selon le régime de la déclaration de la rubrique ICPE n°2575 précitée. Les prescriptions applicables pour ce type d'activité sont énoncées dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 1997 applicable aux ICPE soumises à déclaration relevant de la rubrique 2575.

Le site est actuellement soumis à autorisation selon les rubriques 2565-2a « traitement de surface » et 3260 « traitement de surface > 30m³ », relevant de la directive IED.

L'ajout de la grenailluse ne conduit pas au dépassement de seuil de classement de l'installation. Néanmoins, l'arrêté préfectoral d'autorisation a été pris le 8 août 1983. Il convient de vérifier sa compatibilité avec les prescriptions applicables dans l'arrêté ministériel du 30 juin 1997.

a) Impacts liés au fonctionnement de la grenailluse

Les périodes de fonctionnement portent sur la période diurne (8h-17h). Durant cette période, l'impact le plus significatif lié au fonctionnement de la machine porte sur les émissions sonores produites. Selon l'étude présentée par l'exploitant, celui-ci indique que le fonctionnement de la machine est intermittent durant la journée en fonction des besoins en traitement des pièces. A certains points de l'installation, le niveau de pression acoustique qui a été mesuré reste en dessous d'une valeur de 80 dBA. Cette valeur correspond, selon lui, au niveau de pression acoustique comparable aux autres activités bruyantes pratiquées sur le site (opération de manutention, etc.). Par ailleurs, l'exploitant indique que la machine sera installée à l'intérieur des bâtiments, ce qui atténue l'impact à l'extérieur du fait des parois.

Au titre des mesures envisagées, l'exploitant prévoit la réalisation de mesure sonore de l'émergence aux limites du site et dans les ZER (Zones à émergence réglementées) autour du site afin de vérifier l'impact sonore de ce projet. Une première mesure réalisée en juillet 2015 sans activité de grenaillage indique que les niveaux sont conformes à la réglementation en période diurne et en période nocturne, sauf sur un point de mesure en période nocturne qui dépasse le niveau réglementaire. L'exploitant indique d'une part qu'il entend rechercher la cause de ce dépassement nocturne pour la traiter. D'autre part, il précise que la grenailluse ne fonctionne pas durant la nuit. Dès lors, il a considéré qu'avec ses activités actuelles, ce projet ne modifierait pas son impact sonore sur son voisinage. Il considère donc que l'impact du bruit est maîtrisé.

S'agissant d'une installation ICPE soumise à autorisation, sur laquelle les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relative aux émissions sonores s'appliquent, la réalisation de ce projet ne modifie pas les prescriptions applicables qui, de plus, sont identiques à celles de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 portant sur les dispositions applicables à une installation soumise à déclaration relevant de la rubrique 2575. Dès lors, aucune prescription supplémentaire n'est nécessaire. Cependant, les résultats des mesures des émissions sonores, notamment des risques de dépassement de l'émergence aux limites du site et dans les ZER, feront l'objet d'une vérification lors des prochaines inspections de l'établissement.

b) Entretien et maintenance de la grenailluse

La machine assure l'opération de grenaillage à l'aide de grenailles métalliques disposées dans une trémie et d'un système de turbines à air qui projette par aspiration la grenaille sur les pièces à traiter. Les poussières sont aspirées vers un système de filtration tandis que les grenailles sont récupérées par gravité puis réinjectées dans la chambre à grenaille. Le système de filtration des poussières est composé de 8 cartouches (microfibre de cellulose de 220 g/m²). Ce système assure une performance d'air filtré en sortie de cheminée avec un taux de poussière inférieur à 3 mg/m³.

Les opérations d'entretien portent sur :

- vérification tous les 30 j de l'état des cartouches filtrantes et remplacement si elles sont usées,
- vidage périodique de la poussière accumulée dans le fût métallique pour éviter l'engorgement,
- contrôle des conduits d'air poussiéreux,
- contrôle du moteur d'aspiration (1 fois par mois).

L'exigence réglementaire fixée par l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 portant sur les dispositions applicables à une installation soumise à déclaration relevant de la rubrique 2575 concernant la concentration des poussières émises est fixée à 150 mg/Nm³.

Par ailleurs, l'exigence réglementaire fixée à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 portant sur les émissions de toute nature concernant des ICPE soumises à autorisation, fixe la concentration des émissions de poussières 40 mg/ Nm³ si le flux est supérieur à 1 kg/h ou 100 mg/Nm³ si le flux est inférieur ou égal à 1 kg/h.

Les performances de la grenailleuse respectent donc les exigences réglementaires sous réserve de la réalisation des opérations de maintenance prévues et décrites dans l'étude présentée par l'exploitant.

Il convient de prescrire au travers d'un arrêté préfectoral complémentaire le respect de consignes concernant la maintenance du système de filtration des poussières ainsi qu'une valeur limite d'émission de poussières prenant en compte la performance de ce système et fixée à 10 mg/Nm³.

c) gestion des déchets produits par cette machine

L'essentiel des déchets générés par l'activité porte sur la production de poussières collectées en fûts métalliques de 200 litres et le changement périodique des filtres à cartouches usagés.

L'exploitant prévoit une collecte des poussières dans des fûts métalliques remplis en fonction de l'usage et stockés afin d'être pris en charge par un prestataire agréé.

Les filtres à cartouches chargés en poussière seront stockés dans un bac dédié et collectés par un prestataire extérieur autorisé.

Les dispositions prévues pour la gestion des déchets sont conformes aux exigences déjà en vigueur relevant de l'établissement. Aucune prescription particulière n'est à ajouter pour la gestion de ces déchets qui devront faire l'objet d'une intégration dans les dispositions actuelles du site (registre des déchets, réalisation des BSDD associés, etc.)

d) autres impacts

Le fonctionnement de la grenailleuse ne génère pas d'autre impact de façon significative. Notamment, les exigences relatives aux risques d'incendie restent comparables aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les exigences relatives à la conformité des installations électriques ainsi qu'à leur maintenance ne sont pas non plus modifiées par la réalisation de ce projet. Dès lors, aucune mesure spécifique complémentaire n'est ajoutée.

2. Modification du classement ICPE du site

Le classement du site selon la nomenclature ICPE applicable à cet exploitant est modifié et détaillé dans le tableau suivant :

Rubrique	Classement	Nature de l'activité	Volume autorisé	seuils	unité
2565-2a	A	Nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion : revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique	325 000	> 1 500	l
3260	A	traitement de surfaces de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectés au traitement de surface est supérieur à 30 m ³ .	325 000	> 30 000	l
2575	D	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure,	80	> 20	KW

		dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. Puissance installée des machines concourant au fonctionnement de l'installation			
4130-1	NC	Toxicité aigüe catégorie 3 (par inhalation) : substances et mélanges solides	0,01	≥ 5 mais < 50	t
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)	0,22	≥ 6 mais < 50	t
4719	NC	Acétylène	0,014	≥ 0,25 mais < 1	t
4725	NC	Oxygène	0,029	≥ 2 mais < 200	t

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, DC : déclaration avec contrôle, NC : non classé

3. Avis de l'inspection des installations classées

L'installation d'une grenailleuse au sein de l'établissement de la société SAPA PROFILES NORD OUEST située 8 rue Maurice Violette, s'inscrit dans la diversification de l'activité industrielle pratiquée par cet exploitant. Cette réalisation conduit à modifier les conditions d'exploitation délivrées par l'arrêté préfectoral du 8 août 1983. Les principales modifications portent sur :

- l'ajout d'une rubrique de classement ICPE du site, n°2575 relative à cette nouvelle activité de grenailage,
- les prescriptions spécifiques liées à l'entretien de la machine, notamment la maintenance sur les dispositifs de filtration pour garantir la performance des systèmes afin d'éviter la projection de poussières vers l'extérieur,
- la réalisation d'une mesure des émissions sonores à la suite de l'installation de la machine afin de vérifier la conformité de ces émissions. Par la suite, la périodicité des mesures reste la même que celle déjà en vigueur. Dans le cas où une de ces mesures n'est pas conforme, l'exploitant devra mettre en place les mesures correctives nécessaires pour y remédier.

L'installation de cette grenailleuse ne modifie pas le régime de classement du site.

Dès lors, la modification présentée par l'exploitant n'est pas substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Elle ne justifie pas la mise en place d'une procédure d'instruction d'une nouvelle autorisation. Néanmoins, la modification reste notable et nécessite un complément des conditions d'exploitation pris dans l'arrêté préfectoral d'autorisation afin d'y inclure les prescriptions nécessaires décrites précédemment.

4. Conclusions et propositions de l'inspection

L'inspection des installations classées considère que l'installation d'une grenailleuse sur le site de la société SAPA PROFILES NORD OUEST modifie les conditions d'exploitation actuelle. Des prescriptions complémentaires sont à ajouter par un arrêté préfectoral complémentaire afin d'en encadrer le fonctionnement. Néanmoins, ces modifications ne sont pas substantielles au sens de l'article R181-46 du code de l'environnement, ne nécessitant pas une nouvelle procédure d'autorisation.

L'inspection des installations classées propose que les dispositions du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint visant à mettre à jour la situation administrative de cet exploitant soit soumis à l'avis des membres du CODERST.